



jti **CERTIFIÉ**

BNA
BANK OF NORTH AFRICA

Certifié selon le programme JTI et CWA 17493:2019 par BNA - Accrédité par le SOAC selon ISO/IEC 17065:2012.

Site web: www.ecoetfinances.com Prix: 300F cfa

ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC

BRVM

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Afrique de l'Ouest

BOURSE

La BRVM franchit le cap des 11 000 milliards de FCFA de capitalisation

page 3



FINANCEMENT



Le choix des banques face à l'économie togolaise P.4

SOIRÉE DE PARTAGE ET D'INNOVATION



Yas Business Togo réunit les acteurs économiques de Kpalimé P.2

RAMADAN

L'offre de lait frais en hausse de 8% face à une demande qui stagne P.6

FAIS TON CHOIX

5L D'EAU VOLTIC

18,9L BOMBE D'EAU VOLTIC

Voltic

Ne laissez plus vos idées à l'arrêt. Voltic Togo

Jusqu'au 28 février 2025 pour chaque carte prépayée achetée et rechargée en agence, offrez-en une gratuitement à la personne de votre choix.

UN MEILLEUR CHOIX POUR DÉMONTRER VOTRE AMOUR

+228 22 53 76 50 | assist@ecobank.com

Ecobank
La Banque Panafricaine

UN MEILLEUR CHOIX POUR UNE AFRIQUE MEILLEURE

Soirée de partage et d'innovation

Yas Business Togo réunit les acteurs économiques de Kpalimé

La ville de Kpalimé a accueilli le 14 février 2025, une soirée de rencontre et d'échanges sous l'initiative de Yas Business Togo qui affirme ainsi son engagement en faveur du développement des entreprises locales. Plusieurs partenaires, invités de marque et des représentants d'entreprises ont pris part à cet événement afin de découvrir et échanger autour des solutions innovantes offertes par Yas Business Togo.

Yves ATCHANOUVI

Loin d'être un simple acteur des télécommunications, Yas Business Togo porte une vision audacieuse visant à accompagner les entreprises dans leur transformation numérique.

La soirée de Kpalimé témoigne de l'engagement de Yas Business Togo en faveur de l'innovation, du développement économique et de la satisfaction client. Avec une gamme variée d'offres et de services, cet événement a offert une occasion unique de créer des liens et d'échanger des idées. « Yas Togo n'est pas seulement une marque ; c'est une entreprise qui valorise l'innovation, la diversité et la créativité au service de nos partenaires. Notre nouvelle identité est le reflet d'une vision audacieuse : être le partenaire incontournable des



entreprises dans leur quête d'excellence numérique » a déclaré Pierre-Antoine LEGAGNEUR, Directeur Général de Yas Togo.

Il a été question pour Yas Business Togo d'offrir aux participants présents à cette soirée de rencontre et d'échanges l'opportunité de découvrir des solutions sur mesure, adaptées aux besoins spécifiques de chaque organisation, tout en bénéficiant d'un support bientôt disponible 24h/24 et 7j/7, ainsi que de technologies

de pointe

Au cours de cette rencontre, le représentant du Chief Business Officer de Yas Togo a souligné l'importance du networking pour renforcer les liens entre les acteurs économiques et encourager la collaboration.

De son côté, le représentant de la Chambre Régionale des Métiers du Togo, en partageant ses perspectives sur l'écosystème économique local, a mis en avant les opportunités offertes par Yas Business Togo.

Cette rencontre a été marquée par un événement essentiel, il s'agit de la présentation des solutions innovantes de Yas Business, conçues pour relever les défis des entreprises locales.

Les engagements forts de Yas Business Togo pour transformer l'ambition des entreprises étaient également mis en lumière. Il s'agit des solutions adaptées.

« Que vous amélioriez la prestation des services publics ou optimisiez vos opérations à l'échelle nationale, Yas Business Togo propose des solutions conçues spécifiquement pour répondre à vos besoins » indique les premiers responsables de Yas Togo.

En ce qui concerne la garantie de la continuité des opérations, Yas Business Togo informe que d'ici quelques semaines, des équipes dédiées seront à disposition des clients à toute heure.

Parlant des technologies d'avenir, les responsables de Yas Business Togo précisent que « Vous aurez accès à des solutions basées sur l'Intelligence Artificielle, le

Cloud et la Cyber sécurité, permettant de rester à la pointe du marché et de saisir de nouvelles opportunités. »

Chaque solution développer par Yas Business Togo vise à produire des résultats concrets, en améliorant la productivité des clients, en optimisant leurs coûts, et en stimulant une croissance durable et à impact.

A propos de Yas Togo

Précurseur de la technologie 5G au Togo et dans la sous-région, Yas Togo est le leader du marché togolais des télécommunications.

Yas Togo a pour ambition de devenir le champion de la qualité de service aux meilleurs standards internationaux. Son histoire est celle d'un opérateur qui a grandi main dans la main avec l'ensemble des Togolais. De la fourniture des premiers services de communication, à la fibre, en passant par les transactions financières via le mobile, le but a toujours été d'accompagner chaque togolais dans un univers technologique qui évolue sans cesse.

Infrastructures

La ville de Kpalimé dispose désormais d'un nouvel abattoir moderne

(TOGODAILYNEWS) - Le ministre d'État, en charge des ressources halieutiques, animales et de la réglementation de la transhumance, Yark Damehame, a inauguré en fin de semaine dernière un nouvel abattoir moderne dans la ville de Kpalimé.

L'infrastructure, une annexe de l'Office National des Abattoirs et Frigorifiques (ONAF) dans la localité, est financée

par le gouvernement avec le soutien de ses partenaires. Elle comprend, entre autres, une salle de traitement et une salle d'abattage aux



normes sanitaires avec une production de 4 à 5 tonnes de viande.

Sa réalisation répond à

l'ambition d'améliorer les conditions de travail des acteurs et d'assurer aux populations, une alimentation

plus saine, tout en facilitant l'activité des éleveurs, bouchers et commerçants.

En marge de l'inauguration, un camion frigorifique a été remis aux autorités locales afin de faciliter le transport de la viande dans des conditions optimales.

En outre, un accord tripartite a été signé entre le ministère, la commune de Kloti 1 et l'Association des bouchers de Kpalimé afin de garantir une exploitation efficace de l'infrastructure.

ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo - REC N° 0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC

Journal d'informations, d'investigations économiques, financières et boursières

Email: ecofinances.infos@gmail.com

REC N° 0643/01/08/2022/HAAC

Édité par l'Agence de Presse ECO & FINANCES

N° RCCM: TG-LFW-01-2022-B13-02054

Site web: www.ecoetfinances.com

Adresse: rue de l'énergie Agbalepedogan derriere l'école cour lumière

Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en Chef

Bernard D. AFAWOUBO
00228 90 90 49 83

Rédacteurs

Keziah KPATIDE
Patience SALLAH
Yves ATCHANOUVI
Kodji GATOR JOE

Direction Commerciale

00228 97 25 84 84

Graphiste

Stan AZIATO
91 77 02 74

Imprimerie

ECO & FINANCES
Tirage: 3000

Bourse

La BRVM franchit le cap des 11 000 milliards de FCFA de capitalisation

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) passe un nouveau cap dans son histoire en franchissant les 11 000 milliards de FCFA de capitalisation boursière ce 21 février 2025 pour se hisser à 11 018 835 124 127 FCFA. Cette première place financière de la sous-région ouest-africaine confirme son essor comme l'un des marchés émergents les plus dynamiques du continent.

Bernard AFAWOUBO

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) a clôturé l'année 2024 avec une capitalisation de 10 079 milliards de FCFA. En seulement quelques semaines, la BRVM réalise une performance incroyable en enregistrant une hausse de 939,84 milliards de FCFA, soit une croissance de 9,33 %. Cette performance est la



résultante de la croissance soutenue des entreprises cotées, de la confiance accrue des investisseurs et de la dynamique positive des économies de l'UEMOA. Elle illustre également l'attractivité grandissante de la BRVM comme véhicule d'épargne. Plusieurs facteurs sont

à l'origine de cette performance spectaculaire notamment la résilience des entreprises cotées (Les résultats financiers solides des sociétés de l'UEMOA, notamment dans les secteurs bancaire, agro-industriel et des télécommunications, ont rassuré les marchés) ; la confiance renouvelée des investisseurs (Locaux comme internationaux, ceux-ci semblent saisir les opportunités offertes par une zone UEMOA en pleine croissance (+6,2 % de PIB en 2024 selon la BCEAO)) et l'attractivité de l'épargne financière (Avec des taux d'intérêt bas sur les produits bancaires classiques, la

Bourse s'impose comme une alternative crédible pour les ménages et institutions).

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) est commune à l'ensemble des huit (8) pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) à savoir : le BENIN, le BURKINA FASO, la COTE D'IVOIRE, la GUINEE-BISSAU, le MALI, le NIGER, le SENEGAL et le TOGO. La BRVM est à la fois un succès économique, politique, institutionnel et technique. Il s'agit de la seule Bourse au monde partagée par plusieurs pays, totalement électronique et parfaitement intégrée.

Secteur avicole et halieutique

Les importateurs tenus d'acheter local avant d'importer poissons et volailles

Depuis le 20 février 2025, le Togo a officiellement mis en place une nouvelle réglementation contraignant les importateurs de poissons, de viandes de volaille et de leurs dérivés à acquérir au moins 10 % de la quantité demandée en produits locaux avant de pouvoir obtenir une autorisation d'importation. Cette initiative du ministère des Ressources halieutiques et animales vise à renforcer la production nationale et à réduire la dépendance du pays envers les importations alimentaires

Anissatou AFFO

La mesure annoncée a pour objectif de promouvoir une culture d'achat local tout en consolidant la sécurité alimentaire du pays. En incitant les importateurs à se tourner vers les produits locaux, le gouvernement espère ainsi encourager les acteurs du secteur à développer leurs activités, améliorant les perspectives pour les producteurs togolais. Malgré des volumes de production qui peinent à



répondre à la demande nationale, de nombreux agriculteurs et pêcheurs se heurtent à des difficultés pour écouler leurs produits sur le marché local. Le gouvernement togolais, en intégrant une part de produits nationaux dans les transactions importatrices, cherche à dynamiser les filières halieutiques et avicoles. Cela contribue également à structurer de

manière plus efficace ces secteurs, favorisant non seulement la production mais également une meilleure organisation des acteurs impliqués.

La mise en place de ce quota d'achat local représente un véritable tournant pour le secteur agroalimentaire togolais. En encourageant la consommation de produits locaux, le Togo ne se contente pas de soutenir ses agriculteurs et pêcheurs, il s'engage également dans la lutte pour une économie plus durable et résiliente. Cette approche pourrait devenir un modèle pour d'autres pays de la région, qui font face à des défis similaires en matière de sécurité alimentaire et de dépendance aux importations. Dans un contexte mondial où les questions de sécurité

alimentaire et de souveraineté économique prennent de plus en plus d'importance, la décision du Togo de privilégier les produits locaux pourrait inspirer d'autres pays à suivre cette voie. Reste maintenant à voir comment les acteurs économiques réagiront à ces nouvelles exigences et si elles permettront réellement d'améliorer les conditions d'exercice pour les producteurs locaux.

Cette réglementation n'est pas sans rappeler une initiative similaire mise en place dans le passé qui, bien qu'ambitieuse, a rencontré des obstacles majeurs dans son application. Le gouvernement semble toutefois déterminé à surmonter ces obstacles, reconnaissant que le succès de cette politique repose sur la collaboration entre les différents acteurs de la filière.

Financement

Le choix des banques face à l'économie togolaise

Au Togo, le paysage bancaire semble se dessiner autour de choix stratégiques qui révèlent un déséquilibre préoccupant dans la distribution des crédits. Selon les données récemment publiées par la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), le commerce, le bâtiment et les travaux publics (BTP), ainsi que les services, accaparent la majorité des financements octroyés par les établissements bancaires, laissant l'industrie et l'agriculture en position de relégués. Cette situation soulève des questions quant à l'avenir économique du pays et aux choix opérés par les banques.

Anissatou AFFO

Avec près de 200 milliards de francs CFA de crédits à court terme en septembre 2024, le commerce se positionne comme le grand gagnant du système bancaire togolais. Le secteur de commerce de gros domine cette répartition avec 141 milliards de FCFA tandis que le commerce de détail et la restauration se partagent le reste. Cela témoigne d'une préférence marquée des banques pour le financement de l'importation et de la distribution de biens plutôt que pour la production locale. Ce phénomène met en lumière une stratégie de court terme, favorisant des marges rapides au détriment de l'autosuffisance économique. Deuxième secteur le plus financé, le BTP, ne manque pas d'attirer l'attention des établissements de crédit. Avec 153 milliards de FCFA à court terme et 30 milliards

à moyen et long terme, ces financements sont largement soutenus par des projets d'infrastructures publiques et privées. La construction, pilier de la croissance, continue d'alimenter un dynamisme économique indéniable, mais cette focalisation sur le BTP pourrait également ne pas suffire à diversifier les sources de revenus du pays. Enfin, le dynamisme des services se reflète également dans l'évolution des crédits. Les prêts aux ménages ont atteint 173 milliards de FCFA en août 2024, traduisant une demande croissante pour la consommation et les services financiers. Cette tendance confirme l'essor du secteur tertiaire, avec une montée en puissance des entreprises de services aux particuliers et aux entreprises. Cependant, l'agriculture, malgré son poids dans l'emploi de plus de 60 % de la population active reste le parent pauvre du

financement bancaire. En septembre 2024, seuls 698 millions de FCFA de crédits à court terme ont été accordés au secteur, représentant à peine 0,2 % du total des crédits bancaires. Même à long terme, l'agriculture ne parvient pas à mobiliser plus de 11 milliards de FCFA, loin derrière d'autres secteurs. Les banques perçoivent ce domaine comme risqué, notamment en raison des aléas climatiques et des fluctuations des prix, freinant ainsi son accès aux financements adaptés. L'industrie, pourtant essentielle à la transformation locale et à la création de valeur ajoutée, souffre également d'un manque de financement. Les crédits accordés aux industries manufacturières chutent à 49 milliards de FCFA à court terme, tandis que l'industrie extractive peine à mobiliser 1,6 milliard. Ces chiffres traduisent la frilosité



des banques à financer des investissements lourds et à long terme, au détriment du développement industriel du pays.

Ce déséquilibre dans l'octroi des crédits reflète les choix des banques, qui privilégient la rentabilité immédiate au détriment des investissements stratégiques. Le commerce et les services garantissent des marges rapides et un faible risque de défaut, contrairement à l'industrie et l'agriculture, qui nécessitent des investissements conséquents et un retour sur capital plus long. Toutefois, cette orientation pourrait renforcer la dépendance du Togo aux importations et freiner son industrialisation.

En maintenant un cap principalement tourné vers l'importation, la consommation et l'immobilier, les banques togolaises pourraient renforcer la dépendance du

pays envers les marchés extérieurs. La question de la nécessité de réorienter le crédit bancaire vers des secteurs plus stratégiques se pose inévitablement. Pour garantir un développement économique durable, il devient essentiel d'encourager des mécanismes de financement adaptés aux réalités du secteur agricole et industriel.

À l'heure où les défis économiques sont de plus en plus pressants, le choix des banques ne concerne pas seulement leurs bénéfices, mais aussi l'avenir économique du Togo et la résilience de ses différentes branches d'activité. Une vision à long terme pourrait non seulement soutenir l'économie nationale, mais aussi ouvrir des voies prometteuses vers une autonomie accrue et une moindre dépendance aux importations.

Gouvernance économique

L'ARCOP outille la CNDH sur le nouveau cadre de gestion des marchés publics

Conformément aux textes qui régissent le secteur de la commande publique, notamment la loi N° 2021-033 du 31 décembre 2021, toutes les entités publiques qui gèrent les fonds publics sont tenues de se doter d'organes internes de gestion de la commande publique et d'effectuer l'ensemble de leurs acquisitions publiques dans le strict respect du code des marchés publics.

Patience SALLAH

La CNDH étant une institution publique qui gère les fonds publics, constitue une autorité contractante (AC) et a l'obligation de se conformer aux textes réglementaires de la commande publique. C'est dans cette optique que l'Autorité de régulation de la commande publique (ARCOP) a mené, ce vendredi 21 février 2025, une séance de

sensibilisation à l'endroit des membres et du personnel de la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH) sur le nouveau cadre de gestion des marchés publics. C'était en présence de Me Ohini Kwao SANVEE, Président de la CNDH, du Directeur Général par intérim de l'Autorité de régulation de la commande publique (ARCOP), Aftar Touré MOROU et d'autres cadres de l'ARCOP. Initiée à la demande de la

CNDH, cette rencontre a permis d'informer les membres et le personnel de cette institution sur la mise en place des organes internes de gestion d'une autorité contractante. « La rencontre de ce jour constitue la première phase de l'accompagnement que l'ARCOP apporte à la commission dans le processus de mise en place des différents organes de gestion des marchés publics et s'inscrit dans l'axe 1 du plan stratégique 2021-

2025 de la CNDH relatif au développement institutionnel », a déclaré Me Ohini Kwao SANVEE, Président de la CNDH.

Plusieurs présentations ont fait l'objet de cette séance de sensibilisation notamment le cadre légal et institutionnel des marchés publics au Togo ; les relations interfonctionnelles des différents organes de gestion des marchés publics ; les principes fondamentaux qui gouvernent la commande publique.

Le Directeur Général pi de l'ARCOP avant de rappeler le rôle fondamental de la commande publique dans la bonne gestion des finances publiques qui concoure à la

réalisation efficace des projets au profit des populations a exprimé sa gratitude au Président et aux membres de la CNDH pour leur accueil et leur intérêt pour la question des acquisitions publiques.

Le renforcement des capacités des acteurs de la commande publique est une des principales missions de l'ARCOP. Il permet d'améliorer la transparence et l'efficacité du système de passation des marchés publics. Lors de la rencontre, le Directeur Général pi de l'ARCOP a remis des lots du recueil des textes de la commande publique au Président de la CNDH.

Les prochaines étapes du processus incluent la formation des membres des futurs organes qui seront mis en place et un accompagnement technique adapté aux besoins spécifiques de la CNDH.

BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

vendredi 21 février 2025

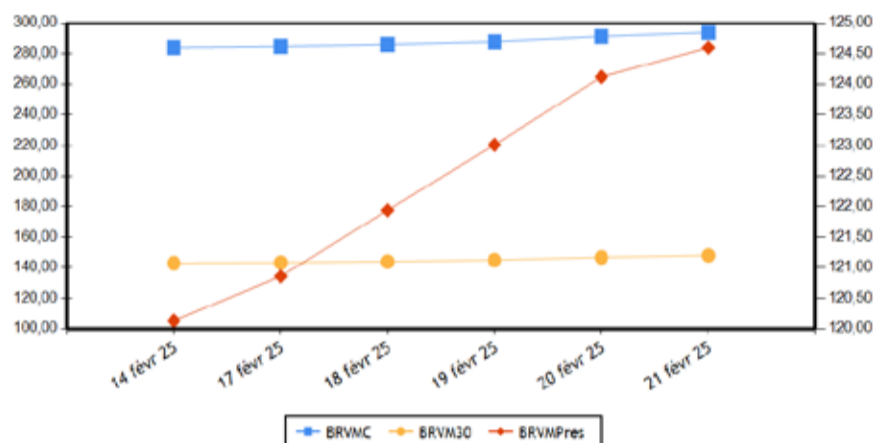
N° 37

BRVM COMPOSITE	293,78
Variation Jour	0,88 %
Variation annuelle	6,43 %

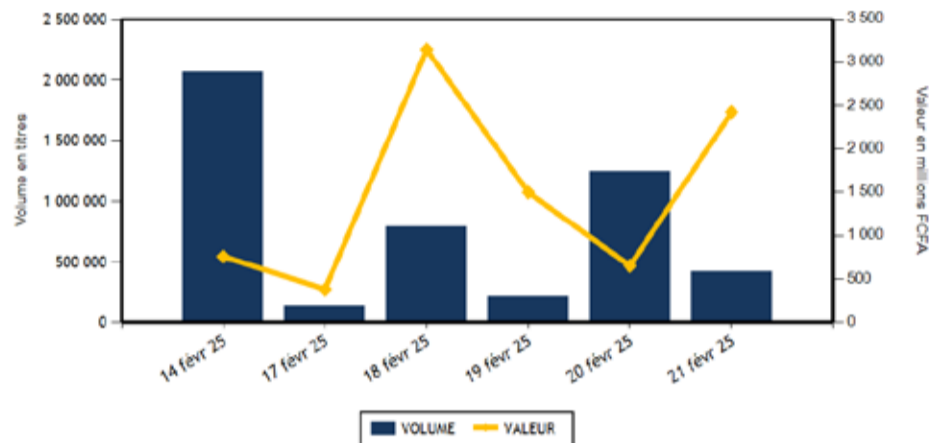
BRVM 30	148,15
Variation Jour	0,89 %
Variation annuelle	6,78 %

BRVM PRESTIGE	124,60
Variation Jour	0,39 %
Variation annuelle	8,50 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	11 018 835 124 127	0,88 %
Volume échangé (Actions & Droits)	297 997	-75,82 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	1 907 989 933	277,35 %
Nombre de titres transigés	43	-4,44 %
Nombre de titres en hausse	18	-25,00 %
Nombre de titres en baisse	8	-20,00 %
Nombre de titres inchangés	17	54,55 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 596 502 126 199	0,11 %
Volume échangé	122 233	714,62 %
Valeur transigée (FCFA)	515 899 305	249,94 %
Nombre de titres transigés	15	1 400,00 %
Nombre de titres en hausse	7	
Nombre de titres en baisse	1	
Nombre de titres inchangés	7	600,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
FILTISAC CI (FTSC)	2 165	7,44 %	17,03 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 880	7,43 %	-1,05 %
SOLIBRA CI (SLBC)	14 995	6,35 %	15,79 %
BANK OF AFRICA CI (BOAC)	5 690	5,86 %	13,91 %
SICABLE CI (CABC)	1 120	3,70 %	7,69 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
UNIWAX CI (UNXC)	400	-2,44 %	-2,44 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	900	-2,17 %	16,13 %
SETAO CI (STAC)	530	-1,85 %	17,78 %
ONATEL BF (ONTBF)	2 480	-0,60 %	8,06 %
BERNABE CI (BNBC)	1 045	-0,48 %	-1,88 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	124,60	0,39 %	8,50 %	89 268	1 621 335 910	10,80
BRVM-PRINCIPAL	37	144,26	1,33 %	4,45 %	208 729	286 654 023	11,81

INDICES SECTORIELS ANCIENS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	130,65	2,79 %	11,32 %	17 976	59 593 180	19,74
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	811,78	0,86 %	6,26 %	28 709	638 818 750	11,85
BRVM - FINANCES	15	106,49	0,60 %	4,66 %	188 339	1 043 191 783	7,28
BRVM - TRANSPORT	2	329,77	-0,36 %	0,36 %	9 817	12 731 385	4,16
BRVM - AGRICULTURE	5	218,43	1,03 %	10,84 %	22 408	80 344 080	15,17
BRVM - DISTRIBUTION	7	373,45	0,47 %	11,38 %	26 160	62 305 430	22,01
BRVM - AUTRES SECTEURS	2	671,88	-0,13 %	3,45 %	4 588	11 005 325	23,09

INDICES SECTORIELS NOUVEAUX

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	106,36	0,89 %	6,36 %	25 718	630 959 920	11,88
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	99,66	0,80 %	-0,34 %	20 366	31 538 975	22,82
BRVM - SERVICES FINANCIERS	15	104,65	0,59 %	4,65 %	188 339	1 043 191 783	7,28
BRVM - CONSOMMATION DE BASE	9	113,78	2,35 %	13,78 %	26 626	120 264 525	19,91
BRVM - INDUSTRIELS	7	104,63	1,42 %	4,63 %	18 426	23 180 455	6,89
BRVM - ENERGIE	4	111,84	0,00 %	11,84 %	15 531	50 995 445	18,72
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	103,11	-0,15 %	3,11 %	2 991	7 858 830	10,87

Ramadan

L'offre de lait frais en hausse de 8% face à une demande qui stagne

La filière laitière rassure sur l'offre en or blanc pour le mois sacré du Ramadan. Dans une déclaration exclusive accordée au journal « Le Matin », l'interprofession (Maroc Lait) affirme tabler sur une montée de 5 à 8% de l'offre, contre une quasi-stagnation de la demande. Mieux, l'aval de la filière prépare même son outil industriel pour absorber, via le séchage, l'excédent de production attendu, pour une utilisation ultérieure dans la fabrication de dérivés à base de lait. Aux yeux de la profession, cette situation reconfortante de la production est atteinte plutôt dans la douleur. Le fait est que la filière traverse diverses zones de turbulences, notamment l'inflation des aliments composés et des matières fourragères simples et les complexités logistiques et sanitaires qui entourent l'opération d'importation des génisses laitières pour la recapitalisation du cheptel national.

La filière laitière est plutôt bien préparée face à une potentielle montée de la demande pour le lait frais pasteurisé pendant le mois sacré du Ramadan. Dans une déclaration accordée au journal « Le Matin », Rachid Khattate, président de la Fédération Maroc Lait, assure que l'offre en or blanc pour ce mois spécial devrait probablement excéder la demande. Concrètement, les prévisions de la profession tablent globalement sur une stagnation de la demande cette année par rapport au mois sacré de 2024. « Au mieux, la demande pourrait grimper de 3%. Sinon, il est fort certain qu'il n'y aurait pas d'explosion des besoins pour le lait frais pendant le mois sacré de cette année », détaille le patron de Maroc Lait. Côté offre, la profession du secteur laitier mise sur une montée de 5 à 8% des volumes produits. Dans le scénario d'une surproduction laitière, pendant le mois sacré, l'aval industriel de la filière prévoit de procéder au séchage de l'excédent laitier, pour son utilisation ultérieure dans la fabrication des dérivés du lait (yaourt, fromages, etc.).

Abordant la question de recapitalisation du cheptel laitier national, Khattate révèle que cette opération avance quand même, en dépit des difficultés qui entourent ce processus.

Selon ses données, la filière aura importé quelque 15.000 têtes de génisses laitières en 2024, soit pratiquement 3.000 têtes de plus (20%) par rapport à l'exercice 2023. Parallèlement à cette opération, la filière



poursuit le développement de pépinières locales de production de génisses laitières. Ce projet est, d'ailleurs, encouragé par le département de l'Agriculture. L'objectif, selon le président de Maroc Lait, est de réduire la dépendance du Maroc à l'importation de cette ressource. Le fait est que la dépendance à l'importation des génisses laitières notamment de l'Europe est risquée dans la mesure où la résurgence de pandémies bovines sur le vieux continent chamboule la recapitalisation du cheptel national. « C'est d'ailleurs le cas aujourd'hui avec la réapparition d'une pandémie qui touche actuellement

le bétail en Allemagne, l'un des principaux pays exportateurs de génisses laitières en Europe. Face à cette situation de stress, les importations marocaines de génisse laitières à partir de ce pays ont été gelées.

Ce qui a provoqué une ruée des importateurs vers le marché français. Résultat, la demande pour les génisses laitières explose sur ce marché et pénalise du coup les importateurs marocains », explique le patron de Maroc Lait.

De même, poursuit-il, l'autre complexité qui perturbe actuellement les importations marocaines de génisses laitières vient des nouvelles réglementations sanitaires décrétées par les pays de l'Europe en matière de transport international de bovins. « Aujourd'hui, il n'est plus possible d'acheminer du cheptel bovin en camions jusqu'au Maroc du fait de ces nouvelles directives

européennes. Le seul moyen est d'agréger le cheptel en bateau puis le transporter vers le pays. Un processus logistique hautement difficile et qui plus est génère des coûts supplémentaires pour les importateurs », développe Khattate. Cette problématique a, d'ailleurs, fait l'objet d'une réunion de la profession et de la tutelle, tenue la semaine dernière à Rabat. « Nous avons exposé cette complexité à l'Agriculture qui s'est engagée aux côtés de la profession à explorer les différentes solutions potentielles pour cette question logistique », révèle le président de Maroc Lait.

Les coûts de production s'alourdissent

Autre zone de turbulences pour la filière : l'inflation qui touche les intrants agricoles, en particulier, les matières fourragères et l'aliment composé. Selon Khattate, la situation est toujours compliquée pour l'alimentation du bétail. D'un côté, les pâturages ont été réduits à néant par la sécheresse et de l'autre, les prix des aliments composés et des matières fourragères simples poursuivent leur montée. Pour désamorcer la pression sur ces intrants, le département de l'Agriculture a lancé récemment un appel d'offres pour l'achat d'aliments composés pour le bétail et sa distribution aux éleveurs, moyennant une subvention. « C'est un programme qui revêt une importance majeure pour la filière afin que celle-ci puisse faire face à l'inflation des coûts de production. En plus de cette opération, nous avons aussi demandé à la tutelle de suspendre les droits de douane sur les importations des produits fourragers simples. Ce qui permettra de soulager légèrement les éleveurs des coûts de production

en espérant un retour de la générosité du ciel dans les prochains jours pour ressusciter les parcours », souligne Khattate. Selon les données de la corporation, la filière laitière agrège la production de 260.000 éleveurs autour de 18 grands industriels laitiers. L'amont de la filière est dominé par des élevages de petite taille (5-10 vaches par élevage). Grâce à un processus de longues années, la filière, en partenariat avec l'État, a pu procéder à une structuration à large spectre de l'amont à travers la mise en place de centres de collecte agrégeant la production de lait et fournissant des services aux agriculteurs. Dans l'aval de la filière, 12 entreprises génèrent plus de 86% du chiffre d'affaires total de cette industrie. Selon les statistiques arrêtées par Maroc Lait à fin 2022, le cheptel laitier national comptait quelque 1,8 million de têtes. Un chiffre qui aurait, très probablement, dégringolé les années suivantes, suite à la succession des années de sécheresse et de l'inflation des coûts de production. En l'absence de données fiables sur le sujet, les postulats avancés par-ci et par-là du secteur ne jurent que par l'écroulement du cheptel et les abandons à la pelle du métier de producteur laitier notamment par les petits et les moyens éleveurs. En bonnes années pluviales, assorties d'une productivité optimale grâce à l'amélioration génétique opérée ces dernières années, la filière pouvait produire jusqu'à 2,5 milliards de litres d'or blanc. Notons que sur les 260.000 producteurs de lait recensés en 2022, 90% ont moins de 10 vaches laitières. La filière compte, par ailleurs, 2.700 centres de collecte, dont 1.900 coopératives. Elle génère 49 millions de journées de travail par an et pèse pour 13 milliards de DH de chiffre d'affaires par an.

Lematin.ma

Culture

Le Togo participe à la 29e édition du FESPACO avec Six films au Burkina Faso

Le rideau s'est levé samedi 22 février 2025, sur la 29e édition du FESPACO avec le clap d'ouverture donné par le président du Faso, le Cne Ibrahim Traoré et le président du Tchad le Maréchal Mahamat Idriss Deby Itno, dont le pays est l'invité d'honneur de cette édition 2025. C'est parti donc pour une semaine de compétition et d'échanges sur le cinéma en particulier et la culture africaine en général.

L'ouverture de l'acte 29 du FESPACO riche en son, en images et en couleurs s'est déroulée au palais des Sports de Ouaga 2000 en présence de la Ministre de la communication, des médias et de la culture, Mme Yawa Kouigan, cheffe de la délégation togolaise. Elle s'est félicitée de la participation du Togo à cette messe culturelle.

Selon Mme Kouigan, « le FESPACO, en matière de cinéma et de télévision, c'est une référence, c'est une

biennale dont nous sommes à la 29e édition ; si vous faites les comptes, vous verrez depuis combien d'années nous venons à Ouagadougou pour parler de cinéma, pour parler de télévision, et de façon plus générale, pour parler de promotion culturelle. Le thème de cette année se rapporte au cinéma d'Afrique et à la question très importante des identités culturelles; alors tout l'enjeu est là, il s'agit de parler de se la culture et du développement des secteurs qui nourrissent la culture, et par ricochet, parler



du développement et de l'épanouissement des jeunes togolais, des jeunes africains qui travaillent dans ce secteur, qu'ils soient cinéastes, qu'ils soient producteurs, qu'ils soient acteurs ou qu'ils interviennent dans l'un ou l'autre des métiers connexes qui nourrissent ce secteur-là. Donc tout l'enjeu est là, il fallait venir ; c'est un rendez-vous désormais incontournable... »

La Ministre de la communication, des médias et de la culture a saisi cette occasion pour exprimer, au nom de la cinquantaine de

togolais qu'elle a conduit au FESPACO 2025, sa reconnaissance aux autorités du Faso pour toutes les commodités qui leurs sont offertes. Parlant des relations entre nos deux pays, Mme la Ministre a indiqué que « la coopération culturelle entre le Burkina Faso et le Togo est naturelle parce qu'elle se repose non seulement sur la géographie qui là de nous des pays voisins, mais surtout sur une longue pratique de fraternité, de solidarité et d'intégration ; donc c'est dans un mouvement naturel que depuis toutes les éditions,

le Togo s'est toujours fait un devoir d'être toujours présent au FESPACO ».

Le 1er film ou film d'ouverture à savoir BLACK TEA du Mauritanien Abderrahmane Sissako a été projeté au CANAL OLYMPIA DE OUAGA 2000. Dimanche, journée dédiée au Togo, le film Cent Douze de Joël M'Maka Tchédre, est projeté dans la catégorie Perspectives. Toujours Dimanche, Mme la Ministre en charge de la culture a participé à l'ouverture du Marché International du Cinéma et de l'Audiovisuel africains (MICA), un espace de mise en relation de différents acteurs du secteur, un espace où le Togo dispose d'un grand stand.

Il faut signaler que le Togo participe au FESPACO 2025 avec Six films, preuve du dynamisme du 7e art dans notre pays, qui a amorcé des réformes avec une stratégie nationale adoptée en décembre dernier.

togopresse.tg

Lancement de la Semaine de l'ETFP

Un engagement renouvelé pour l'avenir des jeunes

Le Ministre de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage a officiellement lancé la quatrième édition de la Semaine de l'ETFP au Centre Régional d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle (CRETFP) de Kara. Un événement d'envergure placé sous le signe de la formation en alternance, en présence de hautes autorités telles que la Ministre Mazamesso ASSIH du Développement à la Base, de l'Inclusion Financière, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes; le représentant de la Première Ministre et les autorités locales, dont le gouverneur Komlan Adjitowou de la région de la Kara.

Le thème de cette édition, « La formation en alternance, un modèle gagnant pour les entreprises et l'employabilité des jeunes », met en lumière l'importance d'un système éducatif qui rapproche les apprenants du monde professionnel afin de faciliter leur insertion sur le marché du travail.

Dans une ambiance empreinte de ferveur et de dynamisme, la cérémonie a été ponctuée de plusieurs interventions marquantes. Après le mot de bienvenue du gouverneur

de la région, l'Inspecteur régional de la Kara, Ganda, également coordonnateur de l'événement, a pris la parole pour souligner l'importance stratégique de cette initiative. La présidente du comité d'organisation et le président de la Chambre des Métiers ont également apporté leurs contributions, mettant en avant le rôle crucial du secteur dans le développement économique et social du pays.

Le Ministre Isaac TCHIAKPE dans son discours d'ouverture a salué

les avancées réalisées lors des trois éditions précédentes et insisté sur l'importance de cette quatrième édition, qui vise à renforcer les acquis et à promouvoir l'adéquation entre formation et emploi. « La formation en alternance est un levier stratégique qui permet de combler l'écart entre les compétences acquises en formation et les exigences du marché du travail », a-t-il déclaré. Il a également exprimé sa profonde gratitude au Chef de l'État pour sa vision éclairée et son engagement

indéfectible en faveur de l'éducation et de la formation professionnelle.

Cette semaine de l'ETFP se veut un cadre d'échanges, de réflexion et d'action pour offrir aux jeunes togolais des opportunités concrètes d'insertion professionnelle. À travers diverses activités prévues, notamment des conférences, des ateliers et des expositions, l'objectif est de renforcer la visibilité des formations professionnelles et d'encourager l'implication du secteur privé dans leur mise en œuvre.

Le Ministre, avant de déclarer solennellement l'ouverture de la 4e édition de la Semaine de l'ETFP, a renouvelé l'engagement du gouvernement à poursuivre les efforts en faveur d'une formation de qualité, accessible et en adéquation avec les besoins du marché. Il a salué la mobilisation de tous

les acteurs et invité les jeunes à saisir les opportunités offertes par cette initiative.

L'évènement a été également marquée par une visite guidée des installations du CRETFP de Kara, permettant aux autorités présentes de découvrir les équipements et les différentes filières de formation proposées, illustrant ainsi les avancées et les efforts déployés pour garantir une formation de qualité.

La Semaine de l'ETFP s'annonce ainsi comme un rendez-vous incontournable pour façonner l'avenir de la jeunesse togolaise et renforcer le rôle clé de la formation technique et professionnelle dans la transformation économique du pays.

edutech.gouv.tg

LE PLAISIR À PETIT PRIX : 200 FCFA
POUR UNE VAGUE DE FRAÎCHEUR !

Youki
TONIC



200*
FCFA

BOUTEILLE

30cl



**À CE PRIX,
POURQUOI
SE PRIVER ?**



POUR VOTRE SANTÉ PRATIQUEZ UNE ACTIVITÉ PHYSIQUE RÉGULIÈRE

* PRIX CONSEILLÉ LA BOUTEILLE DE 30CL

#PRIXMAGIQUEYOUKITONIC